

nos universitaires, en moyenne, s'en vont à l'étranger, chaque année, parce qu'on y offre plus d'occasions de faire des recherches et que l'on y consacre plus d'argent. Je demanderais au ministre et au Conseil national de recherches de nous donner une idée de l'envergure de leurs projets et je les encouragerais à voir grand dans ce domaine.

M. Mandziuk: Monsieur le président, en prenant part au débat en cours, je n'ai pas l'intention de retarder l'adoption des crédits du ministre. Tout ce que je veux, c'est verser au compte rendu certaines considérations sur le ministère de l'Industrie. Le ministre a tant de chats à fouetter qu'il serait bien inutile de vouloir tous les examiner les uns après les autres. Il n'en reste pas moins que le ministère de l'Industrie soulève force discussions et critiques par tout le pays. Sans doute est-il commode de réunir sous un même toit diverses activités connexes, mais, ainsi que le faisait remarquer un premier-Winnipeg de la *Free Press* du 28 octobre, c'est «un début qui nous paraît coûter cher»:

Qu'on dise ce qu'on voudra à propos du nouveau ministère fédéral de l'Industrie, il va sûrement voir grand.

En effet, il voit grand, parle de grandes choses, mais les résultats, eux, vont-ils être aussi grands. L'avenir seul le dira. Le ministère de l'Industrie a été créé par le Parlement à la façon des mesures législatives qui ont été adoptées depuis le début de la session actuelle. Le gouvernement a l'habitude de mettre la charrue devant les bœufs. Il fait un bond avant d'avoir atteint l'obstacle. Il prend une décision, puis il décide de consulter ceux qui sont le plus directement intéressés.

La province du Manitoba en particulier est très inquiète. On ne l'a pas consultée. Cette province, qui possède un ministère de l'Industrie si efficace, aurait dû être consultée ou, du moins, tenue au courant des intentions d'Ottawa. Mais le gouvernement a agi de la même façon que dans le cas du Fonds de prêts municipaux et du régime de pensions à participation. On rédige la mesure, puis on amorce les consultations. Je crois qu'on avait promis au gouvernement du Manitoba à la conférence fédérale-provinciale qu'il y aurait des consultations. Nous ne savons s'il y a eu des consultations à ce sujet. Cependant, la *Tribune* de Winnipeg du 19 octobre reproduit ce commentaire du premier ministre du Manitoba:

Le premier ministre Duff Roblin a comparé le nouveau ministère de l'Industrie à «l'histoire lamentable des pensions».

Le premier ministre Roblin est inquiet et craint qu'il y ait double emploi et de la confusion au sujet des enquêtes industrielles

que ce ministère entreprendra, des missions commerciales qu'il enverra peut-être outre-mer et du personnel qu'il engagera peut-être. Le ministre de l'Industrie du Manitoba, l'honorable Gurney Evans, aurait déclaré, selon le même numéro de la *Tribune* de Winnipeg: ...la politique actuelle «semble être d'édifier deux empires rivaux».

Pourquoi le Manitoba est-il inquiet? J'aimerais signaler au ministre que le gouvernement du Manitoba, sous la direction de l'honorable Duff Roblin, a dépensé trois quarts de million de dollars pour effectuer une enquête économique dans cette province. Les résultats ont été publiés dans l'ouvrage monumental que j'ai ici. Je le signale à l'attention du ministre et je propose qu'on recommande aux fonctionnaires bien rémunérés qu'on veut attirer au moyen de la petite brochure publiée par la Commission du service civil l'autre jour, de lire et d'étudier cet important ouvrage, car il traite de tous les domaines de l'activité économique. Je tiens à signaler au ministre qu'il traite les points suivants: Le Manitoba, une économie en période de transition, la population et la main-d'œuvre, les industries primaires, les industries secondaires de fabrication, conditions essentielles au développement de l'industrie, le tourisme, augmentation des loisirs et installations récréatives, les services, les éléments matériels de la croissance économique, les besoins en capitaux et la fiscalité, les facteurs sociaux et la croissance économique.

C'est une étude exhaustive et il vaudrait réellement la peine que le nouveau ministère de l'Industrie l'examine à fond, économisant par là les milliers de dollars qu'il faudrait dépenser pour effectuer une enquête sur l'économie du Manitoba. J'ignore ce qu'est la situation dans les autres provinces, mais en ce qui concerne le Manitoba, cette étude est des plus complètes. Je voudrais consigner au compte rendu la façon dont elle a été réalisée.

En 1961, le gouvernement de l'honorable Duff Roblin s'est rendu compte que les occasions d'emploi n'augmentaient pas au même rythme que le nombre de candidats dans le domaine ouvrier: il y avait plus d'hommes que d'emplois. Le gouvernement a donc voté des crédits de trois quarts de million de dollars pour instituer une enquête. Un comité de 42 membres a été mis sur pied pour étudier l'avenir économique de la province. On a engagé des conseillers un peu partout au Canada et aux États-Unis et 200 citoyens de la province, dévoués au bien public, se sont volontairement ligués pour participer à cette vaste enquête dans toute la province. Les recommandations contenues dans ce volume ont été formulées par des représentants des syndicats, des producteurs de matières premières,